ATOUT CONCOURS

pour faire la différence

ECE1
ECE2

Quentin **Rouget**

Dissertations

d'Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain

CONCOURS D'ENTRÉE AUX **GRANDES ÉCOLES**

\+ Inclus les sujets 2018

ellipses

ATOUT CONCOURS

COLLECTION DIRIGÉE PAR PIERRE DALLENNE

Quentin **Rouget**

Agrégé de Sciences économiques
et sociales et professeur en CPGE
au lycée Saint-Paul de Lille

ECE1
ECE2

Dissertations d'Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain

INCLUS LES SUJETS 2018

ellipses

Dans la même collection

- Biat Régine, Camphyn Carole, Rautenbach Pascale, *Anglais, concours d'entrée des Écoles de commerce et de management, LV1 et LV2*.
- Billiaud Gilardi Marie-José, *L'Entretien, concours d'entrée des Écoles de commerce*.
- Bouton Pascale, Bouton Gilles, *Mathématiques, cours et sujets, classes préparatoires ECE 1 et ECE 2*.
- Caillarec Laurence, *Allemand, concours d'entrée des Écoles de commerce*.
- Dallenne Pierre, Degans Axelle, Pourty Lionel, *Histoire, Géographie et Géopolitique, prépas ECS, les 2 années en 1 volume*.
- Dallenne Pierre, Buchy Frédéric, Degans Axelle, *Les 50 cartes des concours d'entrée aux écoles de commerce, ECS1 et ECS2, atlas en couleur et fiches de géopolitique.*
- Dallenne Pierre (coord.), *La géopolitique en dissertations*.
- Dubuis Julien, *Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain (ESH) - concours d'entrée aux grandes écoles - ECE1 et ECE2 - 100 fiches.*
- Masquelier Jean-René, *Culture Générale, concours d'entrée des écoles de commerce, ECS-ECE.*
- Préteseille Stéphane, *Mathématiques, concours d'entrée aux Grandes Écoles, prépas ECS*.
- Préteseille Stéphane, *Oral de mathématiques aux concours ECS – ESCP – HEC.*
- Préteseille Stéphane, *Mathématiques aux concours d'entrée des écoles de commerce (EM Lyon, EDHEC, Ecricome, ESC), prépas ECS et ECE.*
- Smaghue Nicolas, *Histoire - Sciences Po - concours d'entrée Paris et province.*
- Statius Sophie, *Méthodologie des épreuves de culture générale - Contraction de texte, Synthèse, Dissertation - Concours d'entrée des écoles de commerce, prépas ECS, ECE et ECT – 72 fiches.*
- Vandewalle-Puch Catherine, *Sciences économiques et sociales – Concours d'entrée Sciences Po – 100 fiches.*
- Vandewalle-Puch Catherine, *Microéconomie et Macroéconomie – prépas ECE et BL*.
- Wawrzyniak Béatrice, *Espagnol, concours d'entrée des Écoles de commerce*.

ISBN 9782340-052574
©Ellipses Édition Marketing S.A., 2018
32, rue Bargue 75740 Paris cedex 15



Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5.2° et 3°a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

Avant-propos
Pourquoi un livre de dissertations d'ESH ?

Cet ouvrage de dissertations s'adresse à un large public d'étudiants, d'enseignants, et plus généralement à n'importe quel citoyen cherchant à mieux appréhender les problématiques économiques et sociales auxquelles nous faisons face chaque jour. Il a néanmoins été conçu à partir du programme d'ESH des classes préparatoires aux grandes écoles de commerce. C'est pourquoi l'organisation des dissertations s'articule autour des quatre grands modules des deux années du programme de CPGE ECE.

L'objectif de cet ouvrage est de donner un maximum d'outils au lecteur afin que celui-ci se familiarise avec les exigences du raisonnement académique en ESH.

Pour ce faire, la première partie de l'ouvrage fera le point sur la méthodologie de la dissertation en ESH, essentielle pour espérer réussir n'importe quel concours. En effet, avoir des connaissances sans savoir correctement les utiliser, les illustrer et les articuler entre elles ne suffit pas. C'est pourquoi nous insisterons dans cette première partie sur l'importance d'allier « la forme et le fond », c'est-à-dire sur l'importance de faire d'un cadre méthodologique, à première vue contraignant, une force au service de l'originalité de ses connaissances académiques.

La seconde partie traitera 20 dissertations couvrant les quatre modules du programme d'ESH. Du fait des notions importantes traitées en leur sein, certains modules appellent à plus de sujets possibles que d'autres, c'est pourquoi certains modules comptent un peu plus de dissertations que d'autres. Par ailleurs, la plupart des sujets traités dans le présent ouvrage et dans cette seconde partie, ne sont jamais tombés aux concours écrits des écoles de commerce. Il s'agit ici d'un choix volontaire : le préparationnaire pourra se confronter à des sujets futurs possibles, et pas simplement à des sujets passés.

La troisième partie de cet ouvrage sera consacrée aux sujets d'ESH tombés aux concours 2018 afin de coller le plus possible à l'actualité des sujets proposés et des thèmes généraux abordés dans ces concours exigeants.

Il est important d'avoir à l'esprit que pour n'importe quel sujet, de nombreuses façons de les traiter existent, tout comme il existe de nombreux plans éventuels. Ainsi, tous les plans proposés ci-après ne sont que des propositions possibles parmi d'autres et n'ont pas force d'autorité. L'important dans une dissertation est de montrer au correcteur que vous êtes capable de fournir une réflexion intelligente, originale et problématisée sur un sujet donné. J'espère que cet ouvrage permettra de vous orienter au mieux dans la construction de cette réflexion.

Partie I
Des « règles de la méthode » de la dissertation en ESH…

I. La dissertation : l'art d'allier la forme et le fond

A. À fond la forme : Le « squelette » de la dissertation à respecter

- Très souvent, les étudiants qui se présentent aux concours des grandes écoles de commerce après deux années de CPGE sont de très bons étudiants capables d'intérioriser un très grand nombre de savoirs universitaires, de théories économiques et sociales, d'auteurs. Ainsi, il arrive bien souvent que, forts de cette capacité à maîtriser « le fond », la forme passe au second plan. C'est la première grave erreur à ne surtout pas commettre si l'on veut espérer avoir une bonne note en ESH.
- Victor Hugo disait que « la forme, c'est le fond qui remonte à la surface ». Rien n'est plus vrai que cette remarque en ce qui concerne la dissertation d'ESH. Cette forme est trop souvent vécue comme étant une contrainte pour les étudiants, une sorte de « carcan » qui empêcherait de juxtaposer des connaissances durement apprises. C'est l'exact inverse en réalité. En effet, le respect des règles formelles est une forme de langage qui va vous permettre de vous exprimer dans la même langue que votre correcteur. Respecter son alphabet, c'est mettre toutes les chances de votre côté pour vous faire comprendre au mieux. De plus, s'obliger à suivre ces règles est très rassurant (une fois acquises) car elles vous guident et vous donnent un point de fixation, même lorsque le sujet auquel vous aurez à faire face semble déstabilisant.
- La métaphore sportive est tout à fait appropriée pour démontrer l'importance du cadre formel, car près tout, une épreuve universitaire comme l'est l'écrit d'un concours ne diffère pas tellement d'une épreuve sportive de haut niveau. Ainsi, pour pouvoir jouer au haut niveau, pour pouvoir prendre part aux meilleures compétitions, il est essentiel, avant toute chose, de connaître parfaitement le règlement de la discipline dans laquelle nous cherchons à exceller. Il faut donc voir le correcteur comme une sorte d'arbitre qui vous sanctionnera nécessairement si vous ne respectez pas les règles du jeu.
- Enfin, et c'est peut-être la règle formelle la plus évidente mais la plus essentielle : la première des formes à respecter se situe au niveau de l'orthographe, de la syntaxe et du soin apporté à votre écriture. D'un point de vue très pragmatique, dites vous que le correcteur qui corrige une centaine de copies trouvera fort plaisant de tomber au milieu de son paquet sur une copie claire, agréable à lire, sans qu'il ne soit nécessaire d'accrocher le regard sur les éventuelles fautes d'orthographe toujours déplaisantes…

1. Les règles de l'introduction

- L'introduction revêt une importance fondamentale dans toute dissertation. Elle est en effet le premier contact que vous émettez avec le correcteur. Il faut donc particulièrement soigner votre entrée en matière car, bien souvent, l'introduction est très déterminante dans la sensation globale laissée par le candidat. L'introduction elle-même doit répondre à certaines règles bien précises qu'il s'agit d'intégrer au plus vite.
- L'introduction doit être structurée en trois phases, qui peuvent se matérialiser par trois alinéas en son sein, mais sans jamais passer de ligne dans l'introduction.
  - *L'accroche et la définition des termes du sujet* : une accroche est essentielle. Trop souvent, nombre de copies démarrent de façon abrupte par des définitions des termes des sujets. Il faut chercher au maximum à montrer au correcteur que vous

avez cherché l'intérêt du sujet qui vous est posé, que vous êtes capable d'ancrer le sujet dans l'actualité, que vous êtes capable de faire « vivre » le sujet, de le contextualiser et de le connecter à la réalité pratique.

L'accroche peut être une citation, un ouvrage (récent ou plus ancien), une date historique. Vous pouvez également vous permettre de piocher dans la culture littéraire voire cinématographique (si toutefois ces références revêtent une certaine « légitimité culturelle »…). L'important est que votre accroche vous permette de rentrer le plus directement possible dans le sujet. Les accroches alambiquées et trop éloignées du sujet sont donc à éviter.

Dans la foulée de l'accroche, et si possible en veillant à ne pas les amener de façon trop maladroite, viennent les définitions des termes du sujet. Là encore, trop d'étudiants pensent que définir les termes du sujet avec les définitions générales apprises en classe suffit. Il s'agit d'une condition nécessaire mais non suffisante. Définir les termes du sujet c'est déjà faire un premier pas vers la problématisation. En effet, bien définir les notions clés, c'est montrer au correcteur que vous êtes capable de voir derrière l'évidence de certains mots. C'est pourquoi, il faut absolument définir TOUTES les notions du sujet et s'interroger sur les mots les plus insignifiants de prime abord : les connecteurs logiques, les pluriels ou les singuliers. C'est avec ce travail de définition des « évidences » que vous réussirez à vous distinguer de la masse des copies.

– *La problématisation du sujet* : dans un second alinéa, le candidat doit amener une problématique. La problématique est le cœur de votre réflexion, elle est donc absolument essentielle. Bien souvent, ce qui est attendu ici est mal compris. La problématisation est une continuation du travail commencé un peu avant autour de la définition de toutes les notions du sujet. En effet, lorsque vous définissez des notions, vous les décortiquez, vous cherchez à montrer que derrière les évidences se cachent des questions insoupçonnées. Autrement dit, il faut chercher à mettre en lumière des paradoxes, des tensions qui feront tout l'intérêt du sujet posé. Et c'est une fois ces tensions mises à jour que la problématique à proprement parlé pourra être posée. Pour ce faire, plusieurs solutions sont possibles : la problématique peut prendre la forme d'une phrase interrogative, mais ce n'est pas une obligation. Toutefois, cela est conseillé afin de gagner en clarté et pour ne pas perdre le correcteur. De la même manière, rien ne vous empêche de poser plusieurs questions *via* votre problématique, cela peut permettre de montrer au correcteur que nombre d'idées vous viennent et que vous tenterez d'y répondre. Cependant, attention. Il ne s'agit surtout pas de multiplier les questions sans rapports les unes avec les autres ! cela serait très mal vu, à juste titre. Si vous posez plusieurs questions (sans jamais dépasser les 3 questions posées), c'est plus pour montrer que celles-ci sont liées un peu comme des poupées russes. Dans tous les cas, évitez de reprendre mot pour mot les termes du sujet. Réécrire un sujet n'a jamais constitué une problématique valable…
– *L'annonce de plan* : dans un dernier alinéa au sein de notre introduction, l'annonce de plan est, elle aussi, essentielle. Vous ne devez laisser régner aucun suspens. Le correcteur doit voir dès le départ d'où vous venez et où vous comptez aller. C'est pourquoi vos deux ou trois grandes parties doivent être clairement annoncées en veillant toujours au style littéraire qui ne doit pas être trop « lourd » ou trop « directif ». Évitez donc la répétition des formules comme « nous verrons dans un premier temps que… avant de voir dans un second temps que… pour voir enfin

dans un troisième temps que… ». Cette formulation a certes le mérite d'être claire, mais est assez maladroite. Vous pouvez indiquer les numéros de parties entre parenthèses si cela vous rassure, mais il n'y a aucune obligation et aucune nécessité, surtout si votre annonce est claire.

2. Les règles du plan et de l'articulation des parties

- Les règles du plan sont là encore avant tout des règles purement formelles. Il faut que vous ayez en tête que, même sans lire votre copie, le correcteur doit être capable visuellement de reconnaître où s'achève votre introduction, où commence votre première partie, où est la transition entre celle-ci et la seconde, où se situent les annonces de sous-parties de chacune des parties, etc.
- En ce qui concerne le plan du développement à proprement parler, une interrogation qui revient souvent porte sur le nombre de grandes parties : deux ou trois ? Il n'y a aucune obligation en la matière. Dans tous les cas, deux parties claires seront à privilégier plutôt que de s'entêter à faire trois grandes parties qui s'avéreraient bancales ou non cohérentes avec le sujet et la problématique proposée. Toutefois, il est certain que répondre en trois grandes parties permet très souvent « la distinction » par rapport à des copies bien faites mais sans grande originalité.
- Au sein de vos grandes parties, doivent s'articuler entre elles vos sous-parties. Là encore, celles-ci sont souvent négligées, nombre de candidats se contentant d'aller à la ligne comme pour signifier un changement de sous-partie. Or, cela est loin d'être suffisant et le correcteur n'est jamais dupe ! Une sous-partie doit pouvoir se justifier en ce qu'elle apporte à votre grande partie une idée nouvelle, qui permet le déroulement logique de votre plan d'ensemble.
- Pour cette raison, les sous-parties doivent elles aussi être annoncées clairement au début de chacune de vos grandes parties. Il s'agit là d'un point fondamental : un nombre très important de candidats font carrément l'impasse sur ces annonces de sous-parties. Elles sont cependant un élément clé de la clarté de votre copie. Elles doivent formellement se trouver au début de votre grande partie avec un alinéa dédié à ces annonces. Chaque partie doit comporter deux ou trois sous-parties, ni plus ni moins. Votre annonce de sous-partie doit donc préciser clairement les idées avancées dans ces deux ou trois sous-parties. Comme pour l'annonce de plan en fin d'introduction, il est possible d'indiquer entre parenthèses les numéros de sous-parties (A, B, C ou 1,2,3), mais là encore, la clarté de votre style littéraire doit faire l'affaire.
- Entre vos grandes parties doivent également se trouver les transitions. Là encore, elles doivent formellement pouvoir se déceler en ce qu'elles doivent constituer de petits paragraphes indépendants de vos grandes parties. Les transitions paraissent secondaires mais sont essentielles pour guider le correcteur qui, grâce à elles, vous suit à la trace dans votre cheminement intellectuel. Les transitions sont des sortes de « mini bilan » de ce que vous venez de démontrer dans votre partie, et elles doivent également annoncer l'idée générale qui se trouve dans la partie suivante, en écho à votre annonce de plan en introduction.
- Vos parties ne doivent pas être trop déséquilibrées. Une partie de trois pages et une autre d'une page signifie un problème de construction du plan. L'idéal est d'avoir une parfaite symétrie entre vos parties. Toutefois, il arrive souvent que la troisième partie soit un peu plus courte que les deux précédentes. Si ce déséquilibre n'est pas trop grand, cela ne pose pas de problème particulier.

3. Les règles de la conclusion

- Tout comme l'introduction, la conclusion est à soigner particulièrement. Trop souvent, par manque de temps ou par fatigue, la conclusion est rapide et quelque peu bâclée. Or, si l'introduction constitue le premier contact avec le correcteur, la conclusion est le dernier contact, et les « au revoir » sont tout aussi important que les « bonjours ». La conclusion répond elle aussi à quelques règles formelles internes qu'il convient de préciser. Elle doit se construire en deux alinéas distincts :
  - *Le bilan* : cette première partie de la conclusion vise à rappeler rapidement ce qui a été démontré tout au long du devoir. Il conviendra ici de reformuler les idées principales des deux ou trois grandes parties développées. Par là, une réponse finale à votre problématisation doit être apportée tout en veillant à ne jamais être dans l'affirmatif trop tranché. À ce titre, l'usage du conditionnel est vivement recommandé.
  - *L'ouverture* : ce deuxième alinéa doit viser à montrer au correcteur que réfléchir durant quatre heures au sujet en question vous a permis de vous poser de nombreuses questions sur d'autres sujets éventuels ou d'autres problématiques éventuelles. Ainsi, l'ouverture est souvent négligée ou mal comprise. Il faut à tout prix éviter les banalités d'un côté du type « l'avenir le dira… » ou « et si un jour l'économie allait bien ? »… L'ouverture doit absolument partir du sujet traité pour ouvrir vers une autre question ayant forcément un lien avec ledit sujet. Ce qui peut être très bien vu, c'est de réutiliser votre accroche d'introduction dans votre conclusion afin de conclure/ouvrir à partir de celle-ci. Vous montrez ainsi au correcteur que vous êtes capable de « boucler la boucle » tout en ouvrant une voie vers d'autres sujets possibles.

4. Le squelette de la dissertation à nu !

- Voyons maintenant à quoi doit formellement ressembler toute dissertation d'ESH. Le « squelette » de la dissertation serait une sorte d'idéal-type pour reprendre les termes de M. Weber : il s'agit de débroussailler le superflu afin de révéler les traits essentiels que doit prendre votre travail. Ce sont les règles du jeu mises à nu pour espérer participer à ce jeu.
- Le sigle en début de ligne veut dire qu'il faut que vous fassiez un alinéa afin de montrer votre volonté de commencer une nouvelle phase de votre introduction, une nouvelle sous-partie si vous êtes dans votre développement, etc.

→ Accroche et définition des termes du sujet

→ Problématisation du sujet et problématique (sous forme de question ou non)

→ Annonce de plan

Passez trois ou quatre lignes entre votre introduction et votre première grande partie.

→ Annonce des sous-parties de votre première grande partie

Passez une ou deux lignes entre votre annonce de sous-parties et votre première sous-partie du grand I.

→ Première sous-partie du grand I

→ Deuxième sous-partie du grand I

→ Troisième sous-partie du grand I

Passez une ou deux lignes pour effectuer votre transition entre vos deux premières grandes parties.

→ Transition entre votre I et votre II

Passez deux ou trois lignes entre votre transition du grand I et votre annonce de sous-parties du grand II.

→ Annonce des sous-parties de votre seconde grande partie

Passez une ou deux lignes entre votre annonce de sous-parties et votre première sous-partie du grand II.

→ Première sous-partie du grand II

→ Deuxième sous-partie du grand II

→ Troisième sous-partie du grand II

Passez une ou deux lignes pour effectuer votre transition entre votre deuxième grande partie et votre troisième grande partie.

→ Transition entre votre II et votre III

Passez deux ou trois lignes entre votre transition du grand II et votre annonce de sous-parties du grand III.

→ Annonce des sous-parties de votre dernière grande partie

Passez une ou deux lignes entre votre annonce de sous-parties et votre première sous-partie du grand III.

→ Première sous-partie du grand III

→ Deuxième sous-partie du grand III

→ Troisième sous-partie du grand III

Passez trois ou quatre lignes entre votre grand III et votre conclusion (soit le même nombre de lignes qu'entre votre introduction et votre développement).

→ Bilan de votre développement

→ Ouverture du sujet

B. Le fond en formes : Des théories, des auteurs, des données factuelles

- Une fois les règles formelles maîtrisées, encore faut-il pouvoir agrémenter votre copie des connaissances acquises durant vos années de CPGE. Là encore, avoir des connaissances est une chose, et dites-vous bien que tout étudiant après deux ou trois ans de CPGE en a accumulé un certain nombre, savoir les utiliser à bon escient en est une autre, qui s'apprend également.

1. La gestion du temps et du brouillon

- Une épreuve de quatre heure, c'est à la fois très long, et très court, surtout lorsqu'après deux ou trois ans de cours souvent longs et denses, il vous est demandé de ne traiter qu'un sujet sur une partie d'un programme volumineux. Dès lors, la maîtrise du temps et du brouillon deviennent essentielles afin d'optimiser le temps passé sur votre copie et pour bien commencer et finir votre travail. Il est nécessaire de rappeler qu'une copie non terminée, même lorsqu'il s'agit de la conclusion, ne peut espérer avoir la moyenne aux concours.
- Votre brouillon est un précieux allié, mais qui peut vite se retourner contre vous si vous n'apprenez pas à bien le maîtriser. En effet, pour se rassurer, il est souvent perçu comme utile d'en écrire le maximum au brouillon, de coucher toutes les connaissances sur le papier même en sachant que toutes ne seront pas utilisées. Se faisant, non seulement un temps précieux est perdu, mais surtout, au moment de la rédaction au propre, vous risquez de vous perdre dans vos multiples feuilles de brouillon et vos références plus ou moins utiles.

- C'est pourquoi votre brouillon doit comporter trois feuilles principales :
  - une première sur laquelle sera rédigée entièrement l'introduction. Il s'agit en effet d'un élément essentiel : comme dans toute épreuve sportive, l'échauffement est primordial. Rédiger entièrement votre introduction au brouillon permet de vous échauffer correctement, au sens propre pour votre poignet, comme au sens figuré pour vos neurones. N'oubliez pas que l'introduction constitue votre premier contact avec le correcteur, cela justifie bien une rédaction au brouillon en amont…
  - une seconde feuille sur laquelle vous réécrivez le sujet pour décortiquer tous les termes clés qu'il comporte, et donc pour commencer à problématiser le sujet. Réécrire le sujet une fois, et même plusieurs fois vous permettra de vous assurer de toujours répondre à ce sujet sans en dévier. Sur cette seconde feuille, en dessous des éléments de problématisation, il s'agira de coucher sur le papier votre plan général clairement rédigé, comme un plan de cours, avec l'énoncé de vos grandes parties et de vos sous-parties. Si votre problématisation cadre correctement le sujet, votre plan devrait découler « naturellement ». C'est pourquoi cette seconde feuille doit comporter à la fois ces éléments de problématisation et votre plan général.
  - Une troisième feuille sur laquelle vous pouvez lister toutes vos références, vos connaissances de cours ou personnelles sur le sujet, vos références universitaires, les graphiques à utiliser éventuellement. Attention à ne pas tomber dans le « name dropping ». Il faut savoir accepter de ne pas utiliser des références pourtant connues. C'est souvent une difficulté lorsque nous avons appris une masse d'informations. Mais ce travail de sélection fait aussi parti du jeu.
- En ce qui concerne le temps passé sur le brouillon, cela est assez aléatoire selon les candidats. Certains rédigent très rapidement au propre et n'auront donc besoin que de deux heures pour ce faire. D'autres prennent bien plus de temps pour rédiger et donc devront faire attention à ne pas passer trop de temps sur le brouillon. Le tout est de se connaître suffisamment : si vous avez tendance à écrire mal, de façon peu lisible et avec un besoin de temps pour vous relire pour corriger les fautes d'orthographe, etc. alors évitez de passer plus d'une heure au brouillon. Votre temps sera plus utile en fin d'épreuve pour corriger les fautes, pour veiller à toujours avoir une calligraphie bien lisible. Ces éléments sont absolument essentiels.

2. Savoir accepter de ne pas utiliser des connaissances : distinguer l'essentiel de l'accessoire

- Il s'agit peut-être ici de l'élément le plus frustrant pour un étudiant de classes préparatoires : accepter de ne mobiliser qu'une infime partie des connaissances acquises pendant deux ou trois longues années d'études. Pourtant, il est fondamental de veiller à ne pas tomber dans le hors-sujet, et le risque est grand. En effet, beaucoup de sujets vous permettent de mobiliser des connaissances de chapitres différents du programme d'ESH. C'est un atout pour tout candidat, mais qui peut vite se transformer en piège à éviter.
- Avoir des connaissances utiles au sujet peut également ne pas suffire. Il convient d'utiliser ces connaissances en rapport avec le plan que vous avez construit. Ainsi, l'importance d'allier la forme et le fond prend tout son sens ici. Chaque connaissance utilisée doit l'être de manière logique eu égard à votre plan. Rien n'est plus désagréable que de se demander pourquoi telle référence ou tel auteur se trouve ici ou là…

- Ainsi, et c'est le point le plus important ici, dans tout travail, il y a l'essentiel, les incontournables, et les choses plus accessoires. Une grosse partie de votre travail consistera à bien sélectionner l'essentiel et à ne mobiliser les accessoires que si les incontournables sont présents. Par exemple, dans un sujet portant sur l'innovation comme facteur de croissance, il sera bien sûr valorisant de parsemer votre travail d'exemples concrets sur des entrepreneurs innovateurs d'aujourd'hui qui prennent part à la croissance du XXIe siècle dans le secteur du numérique. Mais traiter ce sujet en ne faisant pas référence à Schumpeter, aux théories des cycles ou aux théories de la croissance endogène est discriminant. Les décorations ne sont utiles que si les fondations de la maison sont posées, et si la maison elle-même existe…
- Afin d'être certain de répondre au sujet posé, soyez attentif également au champ historique ou géographique du sujet. Chaque mot, chaque connecteur logique, chaque singulier ou pluriel a son importance dans un sujet d'ESH. Ce sont ces mots qui doivent vous orienter dans votre cheminement et qui doivent vous éviter de tomber dans le hors-sujet.
- Beaucoup d'interrogations d'étudiants portent sur la longueur idéale d'une bonne copie. Si certaines écoles stipulent bien qu'il convient de ne pas excéder huit pages, cette règle n'est pas totalement stricte car de nombreux facteurs peuvent entrer en jeu. Certains candidats écrivent en effet très petit, d'autres non. Certains passent plus de lignes que d'autres, etc. Ainsi, s'il est clair qu'en moins de huit pages il est difficile de répondre correctement et pleinement à un sujet sur lequel nous avons planché durant quatre heures, il est courant que bon nombre de copies dépassent les huit pages. La majorité des très bonnes copies tournent autour de dix ou douze pages. Attention à ne pas excéder les douze pages : cela est souvent le signe que l'accessoire prime sur l'essentiel, ou pire encore, que le hors-sujet « pèse plus » que les parties qui répondent au sujet.

3. Pour un fond solide : faites parler les théories, les auteurs et les chiffres !

- S'il est bien un triptyque gagnant pour n'importe quelle copie d'ESH, c'est le suivant : théories, auteurs, faits (et donc chiffres et connaissances factuelles). Une bonne copie est en effet une copie parsemée de références académiques adéquates, d'auteurs classiques mais aussi d'auteurs récents qui font la science économique et la sociologie aujourd'hui, de chiffres historiques et actuels qui permettent de donner de la force aux arguments que vous avancerez. Chaque sous-partie doit comporter au moins une des trois composantes de ce triangle gagnant. Il est bien sûr possible, pour une sous-partie, de ne pas avoir de chiffre intéressant à donner ou de référence précise à développer. Mais une partie entière sans aucun auteur, sans référence ou sans donnée factuelle est forcément une partie qui sera sanctionnée pour sa pauvreté relative.
- Il y a également des règles très strictes quant à l'utilisation des auteurs et des références académiques. Lorsque vous citez un auteur, l'idéal est de mettre la première lettre de son prénom (D. Ricardo, T. Piketty, D. Cohen, etc.). Il est très bien vu de savoir alterner entre des auteurs classiques de la science économique et des auteurs plus contemporains voire franchement actuels, qui font la science économique d'aujourd'hui. De la même façon, lorsqu'un ouvrage est utilisé, il est d'usage de souligner le titre de cet ouvrage et d'indiquer entre parenthèses la date de parution. En ce qui concerne les articles académiques, qu'il est très bien vu de citer car la science économique se fait plus à travers ces articles publiés dans les revues internationales que dans des ouvrages de vulgarisation, leur titre est à indiquer entre

guillemets, avec leur date de parution également entre parenthèses. Pour ce qui est de l'utilisation des données chiffrées, l'idéal est de nommer leur provenance. Et il est préférable que cette provenance émane de sources officielles comme l'INSEE, le FMI, l'OCDE, le PNUD, l'OMC, etc. Il faut tout mettre en œuvre pour être le plus précis possible dans chacune de vos références car vous montrez que vous maîtrisez parfaitement le sujet, et cela permet de gagner en distinction dans le flot de copies.

- Un autre écueil à éviter absolument est la non légitimité de certaines sources. En effet, beaucoup d'étudiants, voulant montrer qu'ils se tiennent au courant de l'actualité ou qu'ils ont lu un livre récent, mobilisent dans leur copie des auteurs qui ne sont pas des économistes ou sociologues universitaires, et qui dès lors, n'ont rien à faire dans un travail universitaire. Ainsi, certains journalistes économiques ou éditorialistes économiques connus du grand public ne peuvent pas être cités sur le même plan qu'un universitaire légitime, quand bien même leur travail de vulgarisation semble correct. Une copie d'ESH n'est pas un exercice de culture générale. Seules les références universitaires et donc légitimes sont autorisées. Il est toutefois possible en accroche ou en ouverture de mobiliser des références qui sortent du champ de la science économique ou de la sociologie. En effet, une référence littéraire ou cinématographique peut avoir sa place. Mais à utiliser avec parcimonie !
- L'utilisation de graphiques dans une copie est tout à fait autorisée voire même bien vue lorsque le sujet s'y prête. Cependant, un graphique ne doit jamais être là pour lui-même, et ne doit jamais être présent sans être expliqué précisément. L'explication littéraire est donc indispensable à toute utilisation de graphique dans un devoir.
- Enfin, faire parler les auteurs, leurs théories et leurs ouvrages vous permet de vous « protéger » derrière eux. En effet, les candidats ont souvent très envie de prendre position sur tel ou tel sujet. C'est une chose à proscrire absolument car votre position de candidat vous oblige à une certaine neutralité axiologique pour reprendre les termes de M. Weber. Toutefois, c'est en vous appuyant sur tel ou tel auteur ou telle ou telle théorie que vous pouvez implicitement prendre position. D'où l'importance de savoir faire parler les auteurs à votre place : cela montre que vous les connaissez, que vous maîtrisez leur pensée et cela vous permet de vous réfugier derrière leurs dires. Que des avantages en définitive !

II. Les différents sujets et plans possibles

- Le premier travail, et non des moindres, consiste pour le candidat, à savoir repérer le type de sujet auquel il a à faire face. De ce travail dépend tout le reste car, en effet, si votre plan ne convient pas au type de sujet posé, il y a très peu de chance que votre développement réponde correctement au sujet.

A. Le sujet dialectique ou « sujets débats/discussions »

- Il s'agit du type de sujet le plus courant ces dernières années. À la session 2017, pas moins de 4 sujets sur 5 (HEC, ESCP et les deux sujets ECRICOME) étaient des sujets dialectiques.
- Le plan pour ce type de sujet est assez simple à trouver : I. Thèse, II. Antithèse et éventuellement III. Synthèse.

- Très souvent, les sujets dialectiques sont facilement reconnaissables. Ils commencent toujours par « Dans quelle mesure… », ou « Peut-on dire que… » ou bien encore « Faut-il… ». Ils prennent donc dans la majeure partie des cas une forme interrogative qui nécessite de la part du candidat une réponse nuancée.
- À titre d'exemple, nous pouvons citer les sujets de 2017 posés à HEC : « L'entreprise (depuis le XIXe siècle) peut-elle se passer de l'entrepreneur ? », à l'ESCP : « Le bon fonctionnement d'un marché justifie-t-il l'intervention de l'État ? » et à ECRICOME « Un État doit-il s'inquiéter de l'augmentation de sa dette publique ? » et « Faut-il lutter contre les inégalités économiques ? ».

B. Le sujet interactif

- Ce type de sujet est également souvent posé. Les étudiants ont tendance à le craindre particulièrement car sa formulation est moins claire que pour le sujet dialectique. En effet, il n'y a pas dans le sujet interactif de question clairement posée, et donc la problématisation apparaît moins facilement.
- Ce type de plan oblige le candidat à analyser les relations réciproques entre deux notions qui constituent le sujet. Les relations de causalité sont donc à étudier dans un sens, puis dans l'autre. Par conséquent, le plan n'est pas difficile à déceler. Il s'agira souvent d'un plan du type : I. le phénomène A entraîne le phénomène B. II. Et en retour, le phénomène B joue sur le phénomène A.
- Les sujets ESSEC 2015 « croissance et inégalités » ou 2009 « Progrès technique et emploi » sont de cette nature.

C. Le sujet analytique

- Les sujets analytiques sont de plus en plus posés aux concours. Il vous est demandé d'analyser les différentes causes, ou les différentes conséquences d'un phénomène sans pour autant apporter de nuance ou d'analyser les interrelations comme pour les deux types de sujets précédents.
- Le sujet analytique commencera souvent par « comment… » et donc, votre plan devra prendre la forme d'une sorte de liste qui réponde à ce « Comment ». Ainsi, vous devrez adopter un plan du type « I. Comme ceci » « II. Mais aussi comme cela » « III. Et enfin comme cela ».
- Le sujet ECRICOME 2016 « Qu'est-ce qu'une bonne gouvernance d'entreprise ? » ou 2013 « Depuis le début du XIXe siècle, qu'est-ce qu'un bon taux de change ? » sont de cette forme.

D. Les autres sujets et plans possibles

- La vie de l'étudiant serait un peu trop belle si tous les sujets se résumaient à ces trois grands types. Malheureusement, beaucoup de sujets sont difficilement classables à première vue. Certains n'appartiennent à aucune catégorie claire, d'autres en appellent à des logiques croisées qui peuvent compliquer (mais parfois aussi simplifier) la tâche de l'étudiant. Voici quelques autres sujets possibles.
  - Les sujets « historiques » (qui très souvent s'articulent avec les sujets dialectiques ou les sujets analytiques) dont HEC est particulièrement friand. Le plan à utiliser est assez simple. Très souvent, suivre le cours de l'histoire économique suffit à articuler vos grandes parties. Le sujet de 2017 déjà cité peut rentrer également dans cette catégorie, tout comme les sujets ECRICOME 2016 « Depuis les années

1980, la mondialisation est-elle responsable du chômage dans les pays avancés ? » ou 2015 « La globalisation financière a-t-elle amélioré l'allocation du capital depuis les années 1980 ? ».

– Les sujets « citation » à commenter, particulièrement en vue du côté de l'ESSEC. Dans ces sujets, le plan est encore moins évident à trouver, et tout dépendra de ladite citation à commenter. Le sujet ESSEC 2017 « Gagnant en extension, l'Europe perd en intensité ». Que pensez-vous de cette affirmation de F. Perroux (1974) entre dans cette catégorie, tout comme celui de 2012 « L'Europe sera monétaire ou ne sera pas ». Que pensez-vous de cette affirmation ?
– Les sujets « à une notion ». Là aussi, l'ESSEC affectionne particulièrement ces sujets pour lesquels le plan est encore moins évident que pour les sujets interactifs. C'est au candidat de trouver une bonne problématisation et un plan convenable, et donc, le travail introductif est d'autant plus important. Bien souvent, il s'agira de « transformer » soi même le sujet en sujet analytique ou dialectique. Le sujet ESSEC 2016 « La guerre des monnaies », celui de 2013 « la France face aux mondialisations » ou encore le sujet HEC 2012 « la crédibilité des accords monétaires » ou celui de 2011 « sorties de crise » prennent cette forme.

Partie II
… à sa mise en pratique grâce à des exemples concrets

Module 1
du programme d'ESH en dissertations :

Les fondements de l'économie et de la sociologie

SUJET 1

Pourquoi les économistes ne sont-ils pas tous d'accord ?

« *La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes.* »
J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* (1936)

★ Introduction/problématique

Fin 2016 paraissait l'ouvrage polémique de P. Cahuc et A. Zylberberg intitulé *Le négationnisme économique, et comment s'en débarrasser ?* Pour ces deux économistes reconnus, la science économique serait homogène, et ceux qui se réclament de l'hétérodoxie ne seraient que des charlatans qui usurpent le titre d'économiste et qui répandent dans les médias des contre-vérités, non pas au service de la science, mais au service d'une idéologie interventionniste teintée de keynésianisme. Le collectif des économistes atterrés, fondé en 2010 suite au retour des politiques d'austérité en Europe et qui rassemble des hétérodoxes de tous bords avec une majorité de postkeynésiens, est particulièrement visé. En effet, pour Cahuc et Zylberberg, ces économistes prendraient les apparats de la science pour faire en réalité de l'idéologie politique déguisée. Pour le dire autrement, il n'y aurait pour eux qu'une seule science économique unie fondée sur une méthode bien spécifique, à savoir la méthode expérimentale empruntée aux sciences de la nature et s'organisant autour d'expériences de « laboratoires » avec des groupes tests et des groupes témoins. Dès le début de l'année 2017, E. Berr, membre des économistes atterrés publiait *L'intégrisme économique*, qui se veut être une réponse au titre très violent de ses confrères. Pour Berr, les économistes orthodoxes apôtres du libre marché et du démantèlement de l'État seraient comparables à des croyants qui prient un Dieu au quotidien dont rien ne prouve l'existence. La violence des propos et l'utilisation d'un vocable d'un goût douteux montrent bien que le champ de la science économique est encore loin d'être un champ scientifique unifié. Ainsi, les économistes, que l'on pourrait définir comme étant des chercheurs universitaires reconnus dans le champ scientifique par leurs pairs suite à un processus de sélection basé sur leurs travaux de recherches, sont loin de parler tous d'une seule et même voix, et ce, sur bon nombre de sujets.

En outre, se demander pourquoi les économistes ne sont pas tous d'accord nous impose de réfléchir à la nature de leurs désaccords. D'ailleurs, s'ils ne sont pas tous d'accord aujourd'hui, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils l'aient été dans le passé. Les controverses en économie sont aussi vieilles que l'économie elle-même. De plus, être en accord sur certains points, sur certaines théories ne veut pas dire être en accord sur tous les points. Certaines écoles de pensées peuvent se rejoindre sur certaines observations, mais s'éloigner sensiblement sur d'autres. Par conséquent, d'où provient la diversité des paradigmes et des écoles

de pensées en économie ? Cette diversité est-elle une faiblesse de la science économique qui polluerait la clarté des messages des économistes, ou est-elle au contraire une force dans le processus scientifique de sélection des idées « non fausses » pour reprendre les termes de K. Popper ? Pourquoi les économistes ont-ils tant de mal à parler d'une seule et même voix sur de nombreux sujets ? Cela est-il réellement problématique, ou est-ce au contraire le signe de la vigueur de la science économique passée et moderne ?

Les économistes ne sont pas tous d'accord car ils n'ont tout d'abord jamais eu, et n'ont pas tous encore aujourd'hui la même vision de ce qui fait la richesse des choses. De plus, ils ne sont pas tous d'accord sur les postulats méthodologiques à adopter afin de « produire » de la science économique. Enfin, nous verrons qu'ils n'ont pas tous la même vision de la finalité de la science économique quant à sa finalité intrinsèque, à savoir que pour certains, la science économique se doit d'être une science « dure » comme les autres, alors que pour d'autres, l'économie fut, est et doit rester une « économie politique ».

Plan proposé

I. Les économistes ne sont pas tous d'accord car ils n'ont pas tous la même vision de la richesse

A. Quelle(s) origine(s) pour la valeur des biens et services ?

- L'école physiocratique, première grande école économique, s'est développée en France au XVIIIe siècle avec pour maître à penser, François Quesnay (1694-1774). La physiocratie signifie le « gouvernement de la nature ». Les physiocrates se sont définis comme des « philosophes économistes ». En réponse aux mercantilistes, les physiocrates affirment que l'État n'a pas à intervenir dans la sphère économique. C'est inutile puisque l'économie est gouvernée par des lois naturelles analogues aux lois physiques. Des lois valables en tout temps et en tout lieu. Cette universalité met tout le monde sur un pied d'égalité si on respecte la « liberté du commerce » et la « liberté de l'industrie ». Il faut bannir les « servitudes seigneuriales » pour les paysans et les « servitudes gouvernementales » pour les industriels qui mettent des freins au développement économique. Il faut « laisser faire, laisser passer » et supprimer toutes les barrières douanières. Vivant dans une société qui reste essentiellement rurale, les physiocrates estiment que seule la nature, et donc les paysans, produisent de la richesse. Les propriétaires fonciers vivent du surplus dégagé par les agriculteurs. Quant aux artisans et ouvriers, ils ne font que transformer des produits qui proviennent de la nature et forment donc une « classe stérile ».
- En ce sens, les classiques avec Smith puis Ricardo seront d'accord avec les physiocrates pour dire que l'État n'a pas à intervenir outre mesure dans l'économie, mais leur conception de l'origine de la richesse est tout autre. En effet, les classiques mettent un point d'honneur à percevoir dans le travail la vraie origine de la richesse. Pour Smith, comme il le montre dans le paradoxe de l'eau et du diamant, si ce dernier a

une plus grande valeur marchande alors que la première est infiniment plus utile aux Hommes, cela vient du fait qu'il faille énormément d'heures de travail afin de chercher le diamant, pour ensuite le tailler, le vendre, etc.

- Marx lui-même était en accord avec la théorie de la valeur travail, base d'ailleurs de toute sa pensée, et c'est ce qui fait dire à certains historiens de l'économie que Marx fut le dernier des grands économistes classiques. Pour Marx d'ailleurs, est économiste celui qui est en accord avec la valeur travail.
- Avec la Révolution Marginaliste des années 1870 de Menger, Walras et Jevons, les néoclassiques feront de l'utilité et de la subjectivité des choix le fondement de la valeur des choses. À cet égard, J.-B. Say, autre grande figure des classiques préfigurera cette vision. Ainsi, pour les néoclassiques, il s'agit là d'une manière d'évacuer la force de travail comme fondement de la richesse pour mieux faire reposer l'analyse sur l'importance de l'offre et des conditions de production du producteur. Une manière donc d'évacuer les questions de partage de la richesse, question pourtant centrale chez les classiques, comme chez Marx bien sûr.
- Nous le voyons, il est assez frappant de voir à quel point les courants de pensées économiques s'interpénètrent plus qu'ils ne s'opposent. Ou pour le dire autrement, quand ils s'opposent sur un point, c'est pour mieux s'entendre sur un autre et inversement. En outre, il est frappant de voir qu'aujourd'hui, ces questions quant à l'origine de la richesse sont loin d'être dépassées et de faire l'unanimité. En effet, nous pourrions dire que les économistes décroissants (comme Georgescu-Roegen ou S. Latouche en France) ou stationnaristes adoptent de nouveau d'une certaine façon les visions des physiocrates, car pour eux, si les ressources naturelles (renouvelables ou non) ne sont pas préservées, c'est tout le système économique qui est menacé.

B. La monnaie peut-elle « enrichir » l'économie ?

- Le débat sur le rôle de la monnaie dans une économie est là encore un débat aussi vieux que l'économie elle-même et qui encore aujourd'hui déchaîne les passions à l'heure des politiques monétaires ultra accommodantes. La théorie quantitative de la monnaie, dans sa version la plus primitive, remonte au XVIe siècle avec les travaux de Jean Bodin. Cette théorie précise, *via* l'équation des échanges d'Irving Fisher, la relation entre, (1) la masse monétaire, c'est à dire le stock de monnaie présent dans l'économie « M », (2) la vitesse / vélocité de circulation de la monnaie « V », (3) l'indice général des prix « P » et (4) le volume total des transactions effectuées sur la période « T ». D'où la célèbre équation de Fisher : M * V = P * T. Un des grands débats entre économistes de différents courants de pensée depuis des dizaines d'années est de savoir si une hausse de la masse monétaire « M » permet d'avoir un effet réel sur l'économie (par exemple une hausse de la production réelle) ou bien si cela est simplement créateur d'inflation.
- Selon la théorie classique, la monnaie n'a pas d'effet sur l'activité réelle, et donc une hausse de la monnaie se traduit simplement par une hausse des prix de même importance. Pour schématiser cela, prenons l'exemple d'une économie produisant un certain nombre de biens, et soudain, du jour au lendemain, la banque centrale de ce pays double la quantité de monnaie en circulation. Le seul effet va être, selon cette théorie, une multiplication par deux de tous les prix. Aucun changement à priori : les salaires vont doubler, tous les prix vont doubler, donc le pouvoir d'achat restera le même. La monnaie est donc neutre : la hausse de la quantité de monnaie a simplement eu des effets nominaux (*via* les prix) mais aucun effet réel. On parle

alors de dichotomie entre les sphères réelles et financières. Mais en supposant cela, on émet alors l'hypothèse que les prix et les salaires peuvent changer du jour au lendemain. En réalité, il existe une certaine rigidité des prix et des salaires (« sticky wages » et « sticky prices »), tout du moins à court terme. Il y a en effet un coût à modifier ses prix, ce que l'on appelle en anglais le « menu cost », en allusion à la situation d'un restaurant qui doit réimprimer un nouveau menu à chaque fois que les prix changent. L'ajustement de la sphère financière étant quasi-immédiat et celui de la sphère réelle (marché des biens et services) étant plus lent, il peut donc y avoir un effet temporaire positif. Selon l'économiste Milton Friedman « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production ». Cette affirmation devenue célèbre est rattachée à la théorie de la neutralité monétaire à long terme, selon laquelle les politiques monétaires n'affectent pas la valeur des grandeurs réelles à l'équilibre.

- Pour Keynes et ses disciples, la monnaie est au contraire active, c'est-à-dire qu'elle peut avoir un rôle à jouer sur l'économie réelle, d'autant plus à court terme. Les travaux des économistes régulationnistes comme Aglietta et Orléan dans *La monnaie, entre violence et confiance* (2002) ou plus récemment des économistes « atterrés » comme Plihon, Harribey, Ponsot, Jeffers dans *La monnaie, un enjeu politique* (2018) pointe le rôle fondamental de la monnaie et des politiques monétaires expansives pour relancer l'économie réelle. Mais plus encore, ils insistent sur le fait que la monnaie est une institution en elle-même qui existe par et pour une entité politique, qui est garantie et qui garantit la stabilité politique. C'est pourquoi des monnaies « virtuelles » comme le Bitcoin ne sont pas réellement des monnaies pour ces auteurs dans la mesure où aucune institution politique ne garantit la valeur de cette « monnaie ».
- L'apparition et le « succès » des crypto-monnaies fait d'ailleurs resurgir d'autres thèses originales quant au rôle et à la place de la monnaie. F. Hayek, père du libertarianisme, dans *Pour une concurrence des monnaies* (1976) s'érige contre le fait que la monnaie soit délivrée par un monopole (en l'occurrence les autorités monétaires d'un pays ou d'une zone monétaire), ce avec quoi sont d'ailleurs d'accord les néoclassiques, monétaristes et keynésiens. Pour l'auteur autrichien, des émetteurs en concurrence n'émettraient pas tous la même monnaie, mais des monnaies distinctes, ayant des noms et des propriétés potentiellement différentes. Chaque émetteur de monnaie serait donc incité à gérer sa monnaie, notamment la quantité de sa monnaie en circulation, de manière à satisfaire au mieux les besoins du public. Un émetteur qui imprimerait de trop grandes quantités de ses propres billets verrait l'acceptabilité de sa monnaie diminuer, car celle-ci perdrait de la valeur, de sorte que les épargnants seraient incités à s'en débarrasser. Sans corriger le tir, une telle monnaie disparaîtrait purement et simplement. Hayek pense que la concurrence monétaire permettrait de garantir une stabilité monétaire plus grande que celle rendue possible par tout autre système monopolistique. Un système monopolistique, pour Hayek, est bien trop sujet à des pressions le poussant régulièrement à abuser de ses prérogatives en matière de création monétaire. Cette création monétaire altère le fonctionnement du système des prix, crée des bulles et des crises, et anéantit sur le temps long la confiance du public dans le marché libre. Ainsi pour Hayek, la monnaie n'est pas neutre comme le pensent les monétaristes et néoclassiques, pas non plus active comme l'affirment les keynésiens, mais elle est avant tout nocive, d'où l'importance pour lui de mettre les monnaies en concurrence entre elles.

C. Ce qui compte, est-ce ce qui se compte ? (ou quelle place pour le PIB et les autres indicateurs de richesse ?)

- L'importance accordée au PIB comme solution miracle à tous nos problèmes économiques et sociaux actuels montre bien cette volonté de faire croître perpétuellement un indicateur qui depuis 1944 et la conférence de Bretton Woods fait figure d'instrument ultime de mesure de bonne ou mauvaise santé de nos économies. (C'est S. Kuznets qui le crée dans les années 1930). Mais paradoxalement, plus la croissance du PIB est recherchée (au moins dans les discours politiques ou journalistiques…) et plus la nécessité de lui trouver des alternatives, qui prendraient mieux en compte les variables qualitatives, est invoquée. A. Marshall lui-même ne disait-il pas que « L'économie politique moderne prit ainsi à son origine, une certaine rudesse, une certaine étroitesse de vue, et une tendance à considérer la richesse comme une fin, plutôt que comme un moyen, dans la vie humaine. ».
- Ainsi, pour certains, faire croître le PIB serait une condition nécessaire et suffisante (à long terme au moins) pour faire croître le niveau de bonheur et de satisfaction dans la vie. Cette idée peut se retrouver en filigrane au travers de la courbe de Kuznets qui met en relation le niveau de PIB et les inégalités : dans un premier temps, plus le premier s'accroît, et plus les secondes augmentent également, jusqu'à un seuil où une augmentation du PIB va commencer à faire diminuer les inégalités.
- Toutefois, On peut constater une certaine corrélation entre hausse du PIB et satisfaction déclarée. La plupart des critiques formulées à l'encontre du PIB reposent sur l'idée que le PIB ne reflète pas le bien-être. Théoriquement, la croissance devrait favoriser le bonheur, dans la mesure où le bonheur est souvent perçu comme une situation de satisfaction des besoins. En effet, plus on consomme, et plus on devrait être heureux. Depuis la 2de Guerre mondiale, les pays occidentaux ont connu une très forte croissance économique. Celle-ci aurait dû entraîner un plus grand bonheur dans la population. Le premier économiste à attirer l'attention sur les enquêtes de satisfaction de vie est Richard Easterlin (1974, « Does Economic Growth Improve the Human Lot ? Some Empirical Evidence », in P.A. David & M.W. Reder (éd.), *Nations and Households in Economic Growth* (p. 88-125), New York Academic Press). L'auteur montrait que l'augmentation constante du niveau de vie ne semblait pas liée à la croissance. Lorsque l'on est pauvre, et que l'on s'enrichit un peu, le bonheur s'accroît rapidement. Et à partir d'un certain niveau de richesse, un accroissement de la richesse a un impact de plus en plus faible sur le bonheur. Autrement dit, le rendement de la croissance en termes de bien-être est décroissant. Selon une étude de l'économiste-psychologue Daniel Kahneman (EU/Israël, prix Nobel 2002), c'est à partir d'un revenu de 37 000 dollars que le bien-être ne s'accroît plus avec le revenu.
- La plupart des économistes, des représentants de la société civile et le grand public s'accordent désormais pour reconnaître que la croissance du pays ne peut être mesurée ni à l'aune d'un seul indicateur, le PIB, ni dans une seule dimension, la croissance de la production. La difficulté est que, s'il y a consensus pour refuser le PIB comme indicateur unique, il n'existe pas de soubassement théorique indiscutable pour construire l'alternative. Malgré les nombreuses initiatives tant locales qu'internationales, une approche différente de la mesure du progrès de notre société ne s'est pas encore imposée ni en France ni dans d'autres pays. Tout indicateur statistique est forcément imparfait puisqu'il ne peut traduire fidèlement toutes les dimensions de la réalité dont il prétend rendre compte. Par extension, une liste d'indicateurs est forcément

perfectible et la combinaison des thèmes et des indicateurs relève de choix pour partie subjectifs, même si elle s'appuie sur des arguments rationnels. Qu'il s'agisse de l'IDH (Indice de Développement Humain) de l'IPH (Indice de Pauvreté Humaine) ou des indicateurs physiques tels que l'empreinte écologique, chaque indicateur est le résultat de choix qui portent toujours une part de subjectivité et sur lesquels il est difficile de trouver un accord unanime.

- Le rapport rédigé en 2009 par la « Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social » (créée en 2008 par Nicolas Sarkozy), présidé par les deux économistes Joseph Stiglitz (Nobel 2001) et Amartya Sen (Nobel 1998) propose de réformer les indicateurs de croissance tels qu'ils sont produits dans le cadre de la comptabilité nationale. Il s'agit de mieux prendre en compte le bien-être (ou le progrès social) de la population, mais également la soutenabilité du mode de vie. Ce rapport adopte une définition « pluridimensionnelle » du bien-être. Ces différentes dimensions concernent les conditions de vie matérielles (revenu, consommation, richesse), mais aussi la santé, l'éducation, la participation à la vie politique, les rapports sociaux, l'environnement, la sécurité, etc. Prendre en compte un maximum de dimensions nécessite donc de construire de nouveaux outils. À cette fin, la Commission propose un « tableau de bord » composé de 3 ensembles, concernant les « questions classiques relatives au PIB », la « qualité de vie » « le développement durable et l'environnement ». Ce tableau de bord rassemblerait diverses statistiques censées refléter le bien-être, les performances économiques, le progrès social.
- Autre exemple, dans la foulée de ce rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, l'OCDE a souhaité en 2011 proposer un indicateur multidimensionnel permettant de mesurer le « vivre mieux », c'est-à-dire un indicateur s'approchant peu ou prou du bien-être. Il prend en compte 11 dimensions (logement, revenu, sécurité, environnement, liens sociaux…), construites chacune sur la base de quelques statistiques (une à quatre). Ces statistiques donnent lieu à une note (entre 0 et 10) par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Ces notes sont ensuite agrégées dans le cadre de chaque dimension (chaque statistique à l'intérieur d'une dimension a donc la même pondération). L'avantage (et en même temps l'inconvénient) de cet indice, c'est qu'il est subjectif. Il est multidimensionnel, simple à calculer. Ceci dit, il a l'inconvénient de ne pouvoir calculer l'évolution du bien-être pour un pays, car il place les pays les uns par rapport aux autres. Si tous les pays progressent énormément, sauf un qui progresse peu, le résultat sera catastrophique pour ce dernier, alors même que son bien-être progresse. Il s'agit donc davantage d'un indicateur relatif (mais comme l'IDH d'ailleurs).
- E. Laurent et J. Le Cacheux dans *Un nouveau monde économique, mesurer le bien-être et la soutenabilité au xxie siècle*, (2015) estiment que le véritable enjeu consiste à dépasser le PIB dans 3 directions :
  - « En deçà du PIB » : « il faut percevoir les déterminants profonds du développement humain qui ne sont pas que l'accumulation quantitative des facteurs de production. De ces déterminants profonds dépend la possibilité de l'expansion économique. Il faut donc faire la distinction entre les composantes du bien-être (revenu, sécurité, santé…) et ses déterminants ».
  - « À côté du PIB » : « prospère ou non le bien-être humain qui dépend bien plus de la santé et de l'éducation que de l'accumulation du revenu. Il faut prendre en considération la pluralité des causes du bien-être et non le réduire à sa dimension économique, au risque de le détruire tout simplement »…

– « Au-delà du PIB » : « se dessine l'enjeu écologique. Le siècle qui vient sera écologique ou ne sera pas. À quoi bon un taux de croissance du PIB de 10 % si cela ravage nos écosystèmes ? » « l'économie du XXe siècle peut anéantir la soutenabilité du XXIe siècle ».

Pour ces auteurs, il faut absolument compléter le PIB. Le PIB doit être « aidé » par d'autres outils pour qu'il reprenne la place qui devrait être la sienne. Ils insistent néanmoins sur l'importance de garder des indicateurs, seule manière pour eux d'évoluer. **« Évaluer pour évoluer ».**

II. Les économistes ne sont pas tous d'accord car leurs postulats méthodologiques peuvent être différents

A. Faut-il raisonner microéconomiquement ou macroéconomiquement ?

- Les marginalistes des années 1870 mettent un point d'honneur à raisonner de façon microéconomique et exclusivement de cette façon. En effet, selon eux, l'agent économique est représentatif, et son comportement d'*homo œconomicus* est applicable à tous. Surtout, l'addition des comportements individuels crée un comportement collectif non différent du comportement des parties. En cela, les néoclassiques peuvent se réclamer de Smith qui voyait dans la gestion du foyer du « bon père de famille » un modèle de gestion pour un État. En effet, depuis la célèbre définition de L. Robbins qui faisait de l'économie la science du choix, les économistes se divisent aujourd'hui encore sur le point de départ du raisonnement à adopter. Si l'on part d'un point de vue microéconomique, il est évident que l'individu représentatif se doit de choisir des moyens limités dans un monde aux fins potentiellement illimitées. Ce faisant, là encore les questions de répartition des richesses ne se posent plus forcément. La question centrale devient celle du calcul des moyens pour parvenir aux fins, et en cela, des macro-agents tel que l'État n'auraient rien de spécifique.
- Cependant, raisonner de cette façon peut comporter certaines limites. Et c'est un point commun que l'on peut déceler entre les classiques, Marx et les keynésiens. Pour eux en effet, il s'agit de prendre en considération les groupes sociaux constitutifs d'une société. Ricardo par exemple voyait trois grandes classes sociales en conflit potentiel : les ouvriers, les propriétaires rentiers et les capitalistes. Nous sommes finalement assez proches de la vision marxiste des classes même si les deux auteurs sont radicalement opposés quant à la question de savoir quelle classe est à « privilégier ». Pour Keynes, le mode de raisonnement macroéconomique est à adopter, non pas tant du fait de l'importance et de la prégnance des groupes sociaux sur les individus, mais plutôt parce que le mode de raisonnement macroéconomique diffère largement du mode de raisonnement microéconomique. Pour le dire autrement, ce qui est vrai à l'échelle microéconomique peut se révéler inexacte, voire complètement faux à l'échelle macro. Par exemple pour Keynes, il est rationnel qu'un chef d'entreprise souhaite baisser toujours plus les salaires au sein de son entreprise afin de réduire le plus possible ses coûts de production. Pour autant, si chaque chef d'entreprise agit de la sorte, il s'en suivra au niveau global une catastrophe qui produira l'inverse de l'effet désiré. En effet, la baisse généralisée des salaires aura comme effet de déprimer le niveau de consommation des agents, et donc de déprimer le niveau de demande anticipée par les entreprises, ce qui les désincitera à mettre en œuvre une

production future, à embaucher, à produire, etc. L'économie peut donc s'enfermer dans un cercle vicieux alors même que le raisonnement microéconomique de départ est totalement logique et rationnel.

- M. Bacache-Beauvallet dans *Les stratégies absurdes* (2009) donne de nombreux exemples de situations dans lesquelles le raisonnement microéconomique ne peut être généralisé au raisonnement macro.

B. Faut-il penser dans le long terme ou dans le court terme et partir de l'offre ou de la demande ?

- L'une des conditions qui change le plus radicalement les résultats et prévisions des économistes est le mode de raisonnement à court ou long terme. Dans les modèles néoclassiques standards, le raisonnement à long terme est essentiel pour penser l'équilibre des grandes variables macroéconomiques. Il s'agit là d'un point d'accord avec les classiques qui postulaient l'existence d'un état stationnaire à long terme en raison de la loi des rendements décroissants chère à Ricardo ou Malthus. Dans les années 1970, Solow reprendra à son compte ce postulat pour montrer qu'en raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire. Au-delà de ces questions, tous ces économistes (excepté Malthus, nous y reviendront) considèrent que l'offre crée sa propre demande, conformément à la « loi » des débouchés de Say. Autrement dit, pour stimuler la croissance et ainsi repousser l'état stationnaire, il convient de favoriser les conditions de l'offre, c'est-à-dire les conditions de production des entreprises. Et à long terme, les crises de surproduction sont impossibles car tout ce qui est produit sera forcément écoulé. C'est un peu comme si à long terme, « rien ne se perd, tout se transforme ».
- Cette vision est à l'exact opposé de celle de Keynes. Pour lui, raisonner à long terme n'a pas grand sens, ou plutôt pas grande utilité puisqu'« à long terme, nous sommes tous morts » selon sa désormais célèbre formule. Pour Keynes, des équilibres de sous-emploi sont possibles à court terme, et c'est pour cette raison que des politiques de relance conjoncturelles se justifient. Agir dans le court terme permet de stabiliser l'économie dans le moyen/long terme. Les crises de surproduction sont donc largement possible, et c'est là un point d'accord fondamental avec Malthus, pour lequel la faiblesse des revenus des plus pauvres pouvait engendrer ces crises. En cela, Malthus puis Keynes faisaient de la demande le point de départ des conditions d'une relance de la croissance. Pour l'économiste britannique, la demande, et surtout la demande qu'anticipent les entreprises, est le facteur fondamental de la santé d'une économie. C'est par des politiques actives et volontaristes de soutien à la demande que le cercle vicieux de la crise peut se briser. En outre, Keynes ne s'oppose pas forcément avec l'idée que, théoriquement, à long terme tout s'équilibre, il dit juste que ce postulat n'est pas d'une grande utilité dans la gestion des crises économiques auxquelles nous avons à faire face.
- Cela signifie-t-il pour autant que Keynes n'a pas de vision « long-termiste » de l'économie ? Aucunement, car dans *Lettre à nos petits-enfants* (1930), Keynes plaide clairement pour l'avènement d'un état stationnaire avec une vision très optimiste de celui-ci dans la lignée de J.S. Mill, et sans les craintes exposées par Ricardo ou